

Sur quelques luttes récentes au Mexique

page 1 : quelques révoltes

pages 2 et 3 féminicides, meurtres d'homosexuels, disparitions

page 4 : sur la persistance des illusions religieuses

page 5 : sur la question de la justice populaire

page 6 : Autodéfenses et Polices communautaires

page 7 : sur le mouvement récent à Oaxaca, le massacre de Nochixtlán et la politique

Quelques révoltes

29 mai 2016 : Akumal, État de Quintana Roo, Yucatán : des vendeurs ambulants privés de leur activité de survie par la privatisation d'une plage lancent 6 cocktails molotov sur des vigiles, incendient 2 bagnoles de flics et un bâtiment administratif

(source en espagnol : <http://sipse.com/novedades/marcha-pacifica-termina-con-bombas-molotov-en-akumal-lesionados-detenedos-danos-policias-tulum-207151.html>).

21 avril 2016 : Coatzacoahuas, État de Veracruz - après une explosion sur le site pétrochimique de PEMEX ayant fait 13 morts et 18 disparus, des familles des victimes accusent l'entreprise de retenir l'information et s'en prennent aux militaires

PEMEX est l'entreprise publique mexicaine chargée de l'exploitation du pétrole dans le pays. Une réforme a été votée en 2013 pour qu'elle soit privatisée. Il y a eu plusieurs périodes de mobilisations par la suite.

Des travailleurs et des proches des victimes ont également viré plusieurs camions de l'armée dépêchés pour nettoyer le site, qu'ils accusent de cacher les chiffres réels des victimes et de vouloir emmener leurs corps hors du site.

(source en espagnol avec une vidéo : <http://www.alcalorpolitico.com/informacion/familiares-de-desaparecidos-se-enfrentan-a-golpes-con-elementos-del-ejercito-mexicano-200223.html#.VxvjPaOGjeS>).

Féminicides, meurtres homophobes, disparitions

15 mars 2016 San Marcos, Costa Chica, État de Guerrero : 500 personnes, des camarades de classe et des enseignants, manifestent après l'assassinat d'un adolescent homosexuel (source en espagnol : <http://suracapulco.mx/2/marchan-unos-500-en-san-marcos-para-exigir-justicia-tras-el-asesinato-de-un-joven-homosexual/>).

Il est positif de voir des personnes se mobiliser dans un pays où l'homosexualité continue d'être taboue, et où les homosexuels sont victimes de toutes sortes d'abus. Malheureusement, comme dans beaucoup de cas au Mexique (ce qui est souvent souligné dans les notes des "nouvelles"), ces personnes se sont bornées à exiger justice des autorités, alors que chacun-e sait que l'essentiel des horreurs commises contre les individus au quotidien (et notamment les femmes) le sont par les forces de l'ordre ou avec leur complicité.

On apprend dans un autre article (voir ici : <http://suracapulco.mx/tag/estudiante-homosexual-encontrado-muerto-el-sabado/>) qu'il s'agit du cinquième jeune homosexuel assassiné dans la région de la Costa Chica depuis le début de l'année...et on a la surprise de lire l'imbécilité suivante : "aucun d'entre eux [les amis du jeune Ruben] n'a d'indice sur le pourquoi d'un meurtre si acharné". Une occasion tristement perdue de dénoncer l'horreur patriarcale, qui n'est pas spécifique au Mexique, mais qui y prend des formes particulièrement abominables. Le Mexique occupe apparemment la deuxième place mondiale en ce qui concerne les crimes homophobes.

Ajoutons quelques chiffres concernant les violences faites aux femmes : 7 ont été tuées chaque jour en 2015 (voir ici) ; le phénomène des féminicides, désormais loin de ne concerner que la ville de Ciudad Juárez, s'est étendu à de nombreux États du pays, en particulier à l'État de Mexico (qui ne comprend pas la capitale, mais une bonne partie de ses banlieues). 6 femmes y ont été assassinées chaque semaine (voir ici) depuis 2015. Chiffres qui n'incluent pas les victimes de disparitions...

Dans une affaire récente (voir ici : <http://www.somoselmedio.org/articulo/acusan-custodios-de-tortura-y-violaciones-contra-mujeres>), une prisonnière a été tuée et plusieurs ont été violées et torturées par des gardiens chargés de les transférer vers un nouveau centre de détention.

Récemment, il y a eu plusieurs mobilisations pour la journée internationale des femmes... ou une manifestation dans les rues de Guadalajara (État de Jalisco (avec quelques photos et une vidéo : <http://subversiones.org/archivos/121821>).

25 janvier 2016 : État de Veracruz - des familles de disparu-e-s bloquent un Ministère Public et rendent la police responsable de 80 disparitions

Tous les États du Mexique sont concernés par les assassinats et les disparitions, souvent de jeunes filles. Ils sont en grande partie imputables aux cartels et aux organisations criminelles armées, liées aux diverses forces répressives, qu'elles soient locales ou nationales. La terreur imposée à la population sert donc plusieurs objectifs, lesquels se recoupent souvent : contrôle, pacification, expansion des activités commerciales des cartels. Il est habituel de considérer que lorsque les morts disparaissent, les disparitions sont plutôt le fait de l'armée ou des forces de l'ordre, les cartels privilégiant l'abandon des corps dans une logique de terrorisation (qui visent souvent leurs ennemis

et alliés possibles).

Dans le cas des meurtres de femmes (“féminicides”), ils répondent à la logique ultra-viriliste des cartels (ou des gangs qui leur servent de main d’oeuvre, notamment dans les villes frontalières du Nord), pour lesquels le corps des femmes est un enjeu de prestige, un objet que l’on s’approprie, et une source d’affrontements : il est fréquent que les membres des cartels tuent par vengeance, par jalousie.

Il est aussi nécessaire de préciser qu’avec le développement des cartels, ces attitudes se sont répandues dans la population, et que la présence d’organisations criminelles peut servir de justification à des meurtres de femmes par leurs conjoints, compagnons ou prétendants, dans une société hautement machiste où la violence contre les femmes est une norme relativement tolérée. (*source en espagnol* : revolucionrespuntocero.com/familiares-de-desaparecidos-clausuran-la-fiscalia-general-del-estado-de-veracruz-fue-la-policia-denuncian/).

Sur la persistance des illusions religieuses

16 février 2016 Mexico : les flics bloquent une manif anarchiste organisée contre le Pape en visite dans la capitale, une arrestation

Les anarchistes ont été les seuls (avec quelques féministes) à s'organiser contre la venue du Pape. De nombreuses organisations des différentes tendances de gauche et du mouvement social sont loin d'en avoir fait autant, puisqu'il y a eu plusieurs rencontres et discussions organisées, jusque chez certaines familles des 43 étudiants disparus de l'État de Guerrero ; ce qui révèle malheureusement l'ampleur des illusions religieuses (ici catholiques) chez bon nombre de prolétaires mexicain-e-s, indiens ou pas.

(source en espagnol : <https://difusionacracia.noblogs.org/post/2016/02/16/frustrada-la-marcha-contra-el-papa-detienen-a-una-persona-mexico/>).

25 décembre 2015 : Mexico - marche dans Mexico pour les 43 disparus d'Ayotzinapa

La marche est partie...d'une Cathédrale, pour se rendre...à la Basilique de la Vierge de Guadalupe, objet d'un culte catholique démesuré au Mexique et principal lieu de pèlerinage du pays. Après plusieurs tentatives de rencontrer le Pape, cette nouvelle initiative illustre certaines des limites idéologiques du mouvement.

(source en espagnol : <http://videos.telesurtv.net/video/488356/mexico-marchan-a-la-basilica-de-guadalupe-a-15-meses-de-ayotzinapa>).

Sur la question de la justice populaire

26 janvier 2016 : État de Puebla - 2 nouveaux lynchages

À Acatlán de Osorio, un homme accusé d'avoir tiré sur un habitant de la maison qu'il tentait de cambrioler a été lynché par une cinquantaine d'habitants ; il est mort à l'hôpital. À San Miguel Zacalco, dans une situation similaire, un homme a été arrêté et des habitant-e-s ont tenté de le brûler vivant.

Il y a eu une trentaine de tentatives de lynchage en 2015 dans l'État de Puebla, où les habitant-e-s sont excédés par le crime organisé. Mais la justice sauvage, populaire ou communautaire, n'est pas beaucoup plus convaincante, d'un point de vue libertaire, que celle de l'État. D'autant qu'elle s'en prend souvent à des cibles de petit acabit.

Il faut aussi noter que l'explosion du narcotraffic, en dehors des zones où il jouit d'une certain soutien populaire (surtout dans le nord du pays), a produit un discours anti-délinquance qui ne s'encombre pas de nuances : ainsi le terme délinquant, ne fait plus seulement partie du langage de l'État qui qualifie ainsi ses ennemis, mais désormais aussi du langage populaire qui désigne sous ce terme à la fois les membres des cartels et aussi des pauvres qui s'adonnent à des activités illégales.

Dans une note du 30-10-2015, nous évoquions déjà des cas de lynchages barbares récents : le premier dans l'État de Puebla toujours, où deux employés chargés de réaliser des statistiques ont été massacrés par erreur, le deuxième au Chiapas, à San Juan Chamula, où deux hommes ont été tués sur décision des autorités communautaires indiennes. Le type d'infos qui vaccine contre toute idéalisation des pratiques communautaires "autonomes".

(source en espagnol : www.proceso.com.mx/?p=427918).

Autodéfenses et Polices communautaires

9 novembre 2015 : État de Michoacán - un rapport sur la situation dans l'État et le rapport de forces entre l'État et les groupes d'autodéfense

Des membres de l'agence de presse indépendante "Subversiones" évoquent dans cet article en espagnol la situation dans les différentes régions de cet État du Centre-côte Pacifique du Mexique, où l'État mexicain, après un déploiement de ses forces armées ces dernières semaines, a créé une structure appelée "Force rurale, citoyenne et indienne" destinée à intégrer les différents groupes d'autodéfense qui se sont créés pour lutter contre la présence des Cartels, et qui les affrontent sur le terrain depuis 2013. Il nous semble important de rappeler que les liens qu'entretiennent ces groupes avec les forces politiques, économiques et du crime organisé (les trois se recoupant souvent) sont plus que troubles. Cet article fait état de la tension sur place, et du refus qu'expriment certains membres des groupes d'autodéfense d'intégrer un organisme étatique (qui placera leur action actuelle dans l'illégalité). De plus, plusieurs dirigeants de ces groupes d'autodéfense, qui sont dorénavant bien coordonnés à l'échelle de l'État, sont actuellement en prison (sans qu'ils aient pour autant et forcément manifesté un rejet total des institutions).

Les communautés indiennes, en particulier celle de Santa María Ostula ont quant à elles une logique d'autodéfense armée distincte, puisqu'elle se double d'un processus d'autonomie, impliquant un rejet plus fort des structures étatiques et l'absence de liens avec les forces qui infiltrent (ou financent) certains groupes d'autodéfense.

L'article évoque par ailleurs la composition interclassiste des groupes d'autodéfense, dans lesquels des exploitants agricoles et propriétaires terriens côtoient des prolétaires, dans une région de plantations où les terres appartiennent à un nombre très limité d'individus et dont les liens avec les cartels, qui protègent leur activité, sont notoires.

15 octobre 2015 : État de Guerrero - *des membres de brigades armées de villages indiens en marche vers un checkpoint de l'armée contre l'insécurité et les abus commis par la police et les militaires dans leurs communautés ; ils demandent également des engrais*

Ces informations permettent de se faire une bonne idée de la manière dont certaines initiatives peuvent être à la fois armées et réformistes, et montrent quelques unes des contradictions face auxquelles se trouvent certains habitants combattifs des zones rurales du pays : réduits à affronter de manière directe le crime organisé et les forces de l'ordre dans le même temps (lorsque ces deux éléments se distinguent, ce qui n'est pas toujours le cas), ils apparent souvent ces derniers à "faire leur travail". La revendication d'autonomie, qui se traduit par la création de "Polices communautaires", est souvent l'étape suivante, adoptée si aucun accord n'est trouvé avec les institutions locales.

(source en espagnol : <http://suracapulco.mx/archivos/314088>)

Sur le mouvement récent à Oaxaca, le massacre de Nochixtlán et la politique

1^{er} juillet 2016 État de Oaxaca : suivi du mouvement

En plus des nombreux blocages qui perdurent dans l'État de Oaxaca, plusieurs ont été mis en place dans d'autres États proches : Michoacán, Guerrero et Tabasco.

Peu de textes anti-autoritaires du Mexique font une critique des contradictions du mouvement, en évoquant les faits, les participant-e-s, les idéologies qui le traversent et les organisations qui y participent activement. Un texte écrit par des anti-autoritaires appelle à l'extension du mouvement : *Explosion de colère à Oaxaca : étendons l'agitation et la guerre sociale !*

(<https://nantes.indymedia.org/articles/35179>), mais on aimerait avoir plus de détails.

On sait par exemple que de nombreuses organisations de type marxiste-léniniste ou trotskyste sont impliqués dans le mouvement comme dans la Coordination des Travailleurs de l'Éducation (CNTE), et que l'influence des mouvements de guérilla toujours présents sur le sol mexicain et en particulier dans l'État de Oaxaca est un élément à prendre en compte.

L'EZLN, l'armée zapatiste du Chiapas, a publié un communiqué de soutien aux professeurs mobilisés et à la Coordination, alors que sur place les critiques de celle-ci sont parfois assez vives. Beaucoup de journaux insistent sur la soit-disant volonté du gouvernement de dialoguer avec la CNTE, ce que certain-e-s de ses dirigeant-e-s voient d'un bon oeil. Il fait bien sûr y voir la volonté de l'État de limiter le mouvement aux revendications corporatistes de la CNTE et à son refus de la réforme éducative ; ce qui ne trompe pas tout le monde au Mexique, puisqu'à de nombreux endroits (comme à Nochixtlán où a eu lieu le massacre récent, essentiellement de prolétaires de la ville) la lutte contre la réforme éducative est secondaire dans la lutte.

19 juillet : À Mexico est arrivée une caravane avec des représentants des autorités communales de nombreux villages de l'État de Oaxaca. L'initiative vient toutefois du FPR, un groupe gauchiste étudiant qui est le bras politique du mouvement de guérilla marxiste-léniniste EPR (*Ejército Popular Revolucionario* : "Armée Populaire Révolutionnaire"). Volonté évidente de briser le mouvement, de remettre les barricades à plus tard, le jour où ces organisations se trouveront en bonne place pour leur projet politique... Il est également important de noter, puisque personne ne le fait jamais lorsque sont évoquées les luttes indiennes au Mexique, que de nombreux groupes politiques gauchistes manoeuvrent dans les communautés, pas toujours de manière visible, et influencent les autorités traditionnelles, qui sont parfois sous leur coupe. Ces organisations mettent évidemment en avant la question des particularités locales, des traditions communautaires, de l'identité et de l'autonomie... thèmes populistes susceptibles de ratisser plus large que ceux de la critique radicale de l'État, du capital (et pas seulement le "néo-libéralisme" si cher aux gauchistes et aux zapatistes), de la religion ou des traditions oppressives qui peuvent exister dans les communautés.

L'arrivée à Mexico s'est ensuivie d'une manifestation, avec pour l'essentiel des groupes gauchistes organisés, et des slogans et banderoles plutôt populistes et réformistes (suivi en espagnol sur le Twitter de Proyecto Ambulante).